



Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article500>

# EDITO - Bulletin local de rentrée 2009-2010

- Journal de SUD Education Lorraine -



Date de mise en ligne : vendredi 25 septembre 2009

---

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

---

Ces trois dernières années ont été particulièrement lourdes de réformes pour notre service public d'éducation :

- ▶ dans le primaire, une remise en question du bien-fondé de la [maternelle](#), une réforme rétrograde des programmes d'enseignement et la volonté de supprimer les réseaux d'aide aux élèves en difficulté ;
- ▶ au collège, un enseignement des langues calqué sur une grille d'évaluation européenne n'ayant pour objectif que l'insertion professionnelle et la mobilité des salariés, les activités culturelles et de remédiation sorties du temps scolaire ;
- ▶ au lycée général, une réforme sur laquelle le gouvernement a dû reculer tant il voulait passer en force sans la moindre consultation des acteurs de terrain ;
- ▶ au [lycée professionnel](#), la suppression des BEP et un Bac pro en une année de moins qui risque de laisser nombre d'élèves fragiles sans qualification ou de les reléguer vers l'apprentissage ;
- ▶ dans le supérieur, après l'autonomie des universités les liant au secteur privé dans leur financement et leur gestion, une réforme injuste du statut des enseignants chercheurs, la remise en cause du CNRS, la soumission de la recherche à des intérêts marchands et la [masterisation de la formation](#) des enseignants de l'Education Nationale qui se voient privés de l'année de stage de formation ;
- ▶ à tous les niveaux, plus de 10 000 suppressions de postes d'enseignants à chaque rentrée depuis trois ans. Dans notre académie, c'est plus de 450 postes qui ont été supprimés en cette dernière rentrée sur fond d'embauche de contractuels non formés, de multiplication des heures supplémentaires et de classes surchargées, même dans le primaire où de nombreux titulaires ne sont pourtant pas affectés (84 en Moselle et une soixantaine dans les Vosges par exemple). Quelle cohérence dans cette politique ?

Aujourd'hui, nombreux sont les enseignants qui prennent la mesure de l'effet de ces décisions sur leur travail au quotidien ainsi que sur la qualité du service rendu à nos élèves. [Même l'inspection générale de l'Education Nationale](#) tire un bilan négatif de la réforme du primaire et met en garde le Ministère sur les conséquences possibles de la réforme du bac pro en trois ans.

Face à cela, [quelle unité syndicale](#) ? Quelle riposte au gouvernement ? Quel rapport de force ? C'est bien plutôt la cacophonie qui domine entre les grandes centrales syndicales : certaines se contentent de quelques déclarations de bonnes intentions et de timides menaces, d'autres sont obsédées par un soi-disant dialogue social au sein des institutions.

Le résultat : des mobilisations épisodiques, une journée de grève par-ci par-là et des manifestations le samedi n'ayant pour effet que de désespérer les plus motivés ; mais aucun véritable blocage institutionnel et économique qui permettrait de créer un véritable rapport de force et de faire entendre nos revendications pour un service public d'éducation plus juste et plus efficace.

Et le massacre n'est pas prêt de se terminer. 16.000 suppressions de postes déjà prévues pour la rentrée prochaine, un nouveau ministre qui a d'ores et déjà annoncé qu'il marcherait dans les pas de son prédécesseur fidèlement à la politique dictée par Sarkozy, une réforme du lycée refusée par tout le second degré qui risque bien de nous être resservie d'ici peu, et des expulsions d'élèves sans-papiers qui se poursuivent, le tout sur fond de grippe A dont on ne doute pas que le gouvernement saura sauter sur l'occasion pour détourner l'attention des salariés. Car c'est bien la grippe A qui faisait les gros titres de cette rentrée scolaire, bien avant les 13.500 profs de moins devant les élèves.

Cette année encore et plus que jamais, SUD Education Lorraine appelle tous les personnels du primaire, du secondaire et du supérieur à rester vigilants, à s'unir à la base en assemblées générales sur leur lieu de travail pour échanger et à se mobiliser par tous les moyens. Car nous restons convaincus que c'est seulement par la lutte sur le terrain des salariés eux-mêmes que nous parviendrons à nous opposer aux contres-réformes qui peu à peu [laminent le pilier fondamental qu'est un service public d'éducation laïc pour notre société](#).